

**Union européenne - Migrations -
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes avec "France 2"
(Paris, 25 juin 2018)**

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour Caroline Roux

Q - On commence avec un cas pratique, il s'appelle le Lifeline, 230 personnes à bord au large des côtes méditerranéennes, l'Italie a dit non, Malte a dit non, que dit la France ?

R - La France rappelle le droit international, lorsque vous avez un bateau et que vous faites du sauvetage en mer, ce qui est le cas des passagers du Lifeline, vous les débarquez dans le port sûr le plus proche, c'est Malte ou c'est l'Italie...

Q - Le port sûr le plus proche, cela arrange tout le monde.

R - Cela n'arrange pas tout le monde, c'est le droit international, et on n'est pas là pour remplacer le droit par la loi de la jungle, en revanche, on ne peut pas dire à Malte ou à l'Italie : "débrouillez-vous tout seuls". Donc ce que nous avons proposé, ce qu'Emmanuel Macron, avec Pedro Sanchez, le président du gouvernement espagnol, ont proposé hier, c'est une présence massive de l'Europe dans les ports italiens pour venir interviewer les passagers, comme nous le faisons en ce moment à Valence.

Q - Mais l'Italie n'en veut pas, l'Italie a dit non, l'Italie ferme les portes ...

R - Cela n'est pas ce qu'a dit Giuseppe Conte hier dans la réunion qui s'est tenue à Bruxelles avec 16 membres de l'Union européenne. Chacun est venu avec ses propositions, ses contraintes, ses difficultés... Ce qui s'est passé dans cette réunion de Bruxelles, c'est déjà qu'on a écarté ce qui était contraire à nos valeurs. Vous savez que quelques-uns avaient parlé de renvoyer les gens dans des pays tiers, dans les Balkans contre leur gré, en rétention, c'est-à-dire contrairement à tout le droit international. Cela a été écarté...

Q - On va y venir sur la réunion, mais précisément, on est vraiment avec un cas pratique, on a un bateau, encore une fois, avec 230 personnes, ce sont des personnes qui sont au large des côtes méditerranéennes, techniquement, pratiquement dans les heures qui viennent, que va-t-il se passer pour ce bateau ?

R - Techniquement, pratiquement, c'est à l'Italie de le prendre, de même que l'Espagne reçoit en ce moment plus de migrants que l'Italie, que la Grèce reçoit en ce moment plus de migrants que l'Italie. Il n'y a, en ce moment, pas une crise des migrations, il n'y a pas de pic des migrations, il n'y en a jamais eu aussi peu depuis 2015, il y en a dix fois moins.

Q - Il y a une crise politique ?

R - Il y a une crise politique parce qu'il y a des populistes qui sont ici ou là en Europe, membres de coalitions ou à la tête de gouvernements et qui utilisent ce prétexte pour mettre en difficulté l'Union européenne, parce qu'ils détestent le projet européen.

Q - Nathalie Loiseau, c'est fini, en fait, on n'arrive plus à avancer à 28, Angela Merkel l'a dit hier, M. Emmanuel Macron est arrivé en disant : il faut une solution européenne, et la chancelière allemande a dit, en gros : on va faire des accords bilatéraux, des accords multilatéraux, parce que sur ce sujet" là...

R - Oui et non, parce que.....

Q - Il n'y a plus d'Europe...

R - C'est faux. Nous sommes d'accord . D'abord, s'il y a dix fois moins de migrants qui arrivent en Europe en 2018 qu'en 2015, c'est parce que l'Europe s'est organisée, parce que l'Europe a su y faire face. Nous sommes d'accord sur le travail à faire avec les pays d'origine, avec les pays de transit, d'accord sur le renforcement des frontières extérieures de l'Union ; sur tous ces sujets" là, nous sommes d'accord. La crise d'aujourd'hui, est liée à ce qu'on appelle les mouvements secondaires. Il y a des gens qui sont entrés dans l'Union européenne et qui ensuite profitent de la liberté de circulation dans Schengen. C'est là-dessus...

Q - Mais si on fait deux pas en arrière, quand vous voyez l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, qui ne parlent plus le même langage que la France, l'Espagne ou l'Allemagne...

R - Mais l'Italie et l'Autriche ne parlent pas ensemble le même langage.

Q - Comment est-ce qu'on fait justement, c'était la question que je vous posais, on ne peut plus avancer à 28 sur les questions migratoires, c'est fini ?

R - On a besoin de plus de solidarité, de pays volontaires, - la France en fait partie - pour mieux soutenir les pays par lesquels arrivent les migrants et les demandeurs d'asile. Nous avons aussi besoin d'avoir l'esprit clair, de garder nos nerfs et de ne pas nous laisser manipuler par des politiciens...

Q - Vous pensez à qui quand vous dites ça, aux Italiens ?

R - Je ne mets pas tout le monde dans le même sac, ni en Italie ni nulle part. Il y a des migrants qui sont des réfugiés politiques qui fuient la guerre, on doit les accueillir mieux qu'avant. Il y a des migrants économiques que l'on ne peut pas accueillir en masse, et il faut qu'on travaille ensemble dans les pays d'origine. Là-dessus, nous sommes d'accord.

Q - Quand vous voyez l'Autriche de Sebastian Kurz, qui menace de fermer en plein été le point de passage le plus fréquenté entre le centre et le sud de l'Europe, il peut le décider ?

R - Il peut évidemment le décider, la question, c'est : est-ce que l'Italie continue à assumer sa responsabilité de pays par lequel les migrants entrent en premier, c'est-à-dire, est-ce que les personnes sont enregistrées, est-ce que leurs demandes d'asile, lorsqu'elles sont déposées, sont examinées. Si cela n'est pas le cas, il y aura des fermetures de frontières effectivement.

Q - Et cela serait considéré comme un échec par vous, par exemple, ce serait un échec ?

R - Bien sûr, mais aussi par quelqu'un comme Viktor Orban, parce que les Hongrois, les Polonais et les autres profitent largement de la liberté de circulation en Europe, ils n'ont pas envie de la voir menacée. Il y a un Conseil européen jeudi et vendredi, on va tous se mettre autour de la table, il va falloir qu'on trouve une solution...

Q - Mais vous êtes optimiste, sincèrement, pour la fin de la semaine ?

R - Pour la fin de la semaine, je vais vous dire la vérité, je pense qu'il y aura encore de la gesticulation, qu'il y a des gens qui font de la politique politicienne, qui se croient encore en campagne. Naturellement, il n'y a pas de solution nationale, personne ne sera capable de résoudre, seul dans son coin, le défi migratoire. Il y aura un moment où...

Q - Vous parlez de gesticulation, vous ne l'avez pas nommé depuis le début, mais il s'appelle Matteo Salvini, et il tance la France, il a renvoyé la France dans les cordes, et il dit à la France, Nous les invitons, à arrêter les insultes et à démontrer sa générosité avec des faits, en ouvrant les nombreux ports français et en arrêtant de refouler des femmes et des enfants et des hommes à Vintimille ; c'est précisément ce que nous sommes en train de faire. Nous avons fermé nos ports, et nous avons fermé la frontière de Vintimille, elle n'est pas justifiée cette leçon ?

R - La France n'a de leçon à recevoir de personne.

Q - C'est ce qu'a dit le président de la République.

R - La France est le deuxième pays en accueil de demandeurs d'asile, nous recevons plus de

demandeurs d'asile cette année que les Italiens, la générosité de la France, elle n'est à mettre en question par personne, et ça n'est pas monsieur Salvini qui ferme ses ports, qui avait encouragé les passagers à monter sur l'Aquarius, qui avait encouragé à SOS Méditerranée à prendre des migrants pour, ensuite, les refuser, pour faire de la politique politicienne, à donner des leçons à la France.

Q - Mais c'est malgré tout celui qui est sorti des urnes en Italie, donc il va falloir faire avec Matteo Salvini.

R - Il faut évidemment travailler avec les démocrates. Le président du gouvernement espagnol, qui reçoit des migrants et qui ne se comporte pas comme ça, la France d'Emmanuel Macron, la Grèce d'Alexis TSIPRAS.. l'Europe ne se résume pas à des hommes qui parlent fort à défaut d'être des hommes forts.

Q - Nathalie Loiseau, vous êtes inquiète pour l'Europe ?

R - Toujours.

Q - Non, mais là, précisément, vous ne vous levez pas le matin en étant inquiète pour l'Europe, rassurez nous, juste là, à la veille d'un Conseil européen un peu stratégique... ?

R - Non, parce qu'on avance, on avance sur la zone euro, on avance sur l'innovation, on avance sur les universités européennes, on avance sur la régulation du numérique, on avance sur le commerce, on avance sur beaucoup de sujets. De toute façon, j'ai une conviction : sur tous ces défis, il n'y a pas de réponse nationale, il n'y a que des réponses européennes.

Q - Est-ce qu'on peut aller jusqu'à des sanctions financières pour les pays qui ne jouent pas le jeu sur les questions migratoires ?

R - Ce que nous avons proposé, puisqu'on prépare le prochain budget de l'Union européenne, c'est que les collectivités qui accueillent des migrants reçoivent des fonds, et que ces fonds n'aillent pas à ceux qui les refusent.

Q - Vous parliez d'hommes forts tout à l'heure...

R - Non, je parle d'hommes qui parlent fort, ce n'est pas tout à fait la même chose...

Q - Bon, d'hommes qui parlent fort, exactement, alors peut-être qu'il parle fort, Erdogan, il revendique sa victoire au premier tour, certains de ses opposants contestent, est ce que c'est une victoire nette ou est-ce que c'est une victoire entachée d'un doute, pour vous ?

R - Une mission d'observateurs de l'OSCE s'est rendue en Turquie, elle rendra ses conclusions, je pense, aujourd'hui ou demain, je ne sais pas encore, je les lirai évidemment avec attention. Mon sentiment, c'est que, qu'il gagne au premier ou au deuxième tour, je pense que Recep Tayyip Erdogan a gagné. Et je pense que, il restera...

Q - Et c'est une bonne nouvelle ?

R - Il restera le dirigeant de la Turquie. C'est aux Turcs de choisir leur dirigeant, c'est à nous de savoir quelles relations nous voulons avoir avec la Turquie . C'est un partenaire important sur les réfugiés, il y a trois millions de réfugiés en Turquie, sur le terrorisme, parce que c'est un partenaire important, mais l'évolution politique de la Turquie fait qu'il est impossible de l'imaginer dans l'Union européenne.

Q - Je vous remercie beaucoup Nathalie Loiseau./.